





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2022-105**

**Séance publique du**

**7 avril 2022**

**Présidence de Sophie JOISSAINS  
Maire**

|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture  |
| Identifiant : 013-211300017-20220407-<br>lmc1209870-DE-1-1   |
| Date de signature : 12/04/2022   |
| Date de réception : lundi 11 avril 2022  |
|  <b>POUR CERTIFICATION DU<br/>CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</b><br>- ACTE SIGNÉ ✓<br>- COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓<br>- ACTE TRANSMIS POUR<br>EXERCICE DU CONTRÔLE DE<br>LÉGALITÉ ✓<br> |

**OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2022 A L'ASSOCIATION DE DEFENSE ET PROTECTION  
DES CHATS LIBRES D'AIX-EN-PROVENCE**

Le 7 avril 2022 à 14h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans l'Amphithéâtre de la Verrière, 10 rue des Allumettes, 13100 Aix-en-Provence, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame Sophie JOISSAINS, Maire, le 1er avril 2022, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Madame Stéphanie FERNANDEZ, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOU, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Marc PENA, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Pierre SPANO, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Monsieur Jacques BOUDON à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ à Madame Dominique AUGÉY, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Philippe KLEIN à Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Monsieur Jules SUSINI à Monsieur Marc FERAUD, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL à Madame Sophie JOISSAINS.

**Excusés sans pouvoir :**

Madame Béatrice BENDELE, Madame Elisabeth HUARD, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise TERME.

Secrétaire : Madame Kayané BIANCO

Madame Frédérique DUMICHEL donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S Vie Citoyenne et Proximité  
Direction Services aux Publics

RAPPORT POUR  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DU 7 AVRIL 2022

Nomenclature : 7.5  
Subventions

-----

**RAPPORTEUR** : Madame Frédérique DUMICHEL

**Politique Publique : 16-DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE ET COMMERCANTE**

**OBJET** : ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2022 A L'ASSOCIATION DE DEFENSE ET PROTECTION DES CHATS LIBRES D'AIX-EN-PROVENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Le Maire a la charge de la police municipale et rurale et la divagation des animaux domestiques, sauvages, apprivoisés ou tenus en captivité, étant interdite (article L.211-19-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ou CRPM), le Maire doit prendre toutes dispositions pour empêcher cette dernière sur le territoire communal notamment pour les chiens et les chats.

Parmi les animaux en divagation, le législateur a distingué le cas particulier des chats non identifiés vivant le plus souvent en groupe dans les lieux publics de la commune, sans propriétaire ou détenteur.

Sur le territoire communal, le Maire au travers de ses pouvoirs de police, peut mettre en œuvre le dispositif de l'article L.211-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM) modifié par la **loi n°2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes** :

*"Le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L.212-10, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association.*

*Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, en application de l'article L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales, mettre les moyens nécessaires à disposition des maires pour l'exercice de ce pouvoir de police.*

*La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de la garde au sens de l'article L.211-11 de ces populations sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association de protection des animaux mentionnée au premier alinéa du présent article.*

*Pour l'application du présent article, le nourrissage de ces populations est autorisé sur les lieux de leur capture. Ces dispositions ne sont applicables que dans les départements indemnes de rage.*

*Toutefois, sans préjudice des articles L.223-9 à L.223-16, dans les départements déclarés officiellement infectés de rage, des dérogations peuvent être accordées aux communes qui le demandent, par arrêté préfectoral, après avis favorable de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail selon des critères scientifiques visant à évaluer le risque rabique...".*

Afin de répondre aux dispositions des articles L.211-24 et suivants, et L.211-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime, la Ville peut travailler en partenariat avec des associations et notamment avec **l'Association de défense et protection des chats libres d'Aix-en-Provence créée en 2015.**

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les chats "errants" doivent être stérilisés et identifiés puis relâchés sur les lieux où ils ont été capturés.

Dès lors qu'une campagne de capture et de stérilisation a été mise en œuvre sur le fondement de l'article L.211-27 du Code Rural, la gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations qui ont acquis **le statut de "chats libres"** sont sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association. **Les chats libres sont ainsi protégés au même titre que les animaux domestiques**, et leurs protecteurs sont autorisés à les nourrir en s'assurant d'éviter toute nuisance

**L'Association de défense et protection des chats libres d'Aix**, dont le siège social se situe au n°5, avenue Maurice Blondel, à Aix-en-Provence (13100), participe à cette vigilance relative aux conditions d'existence des chats libres, et regroupe un relais de "mères nourricières" qui s'occupent **des soins et du nourrissage de plus de trois cent chats errants par an, préalablement stérilisés et identifiés par la Ville d'Aix-en-Provence, sur les différents sites d'intervention du service de la protection animale. En outre, l'association aide à la capture des chats errants toute l'année sur l'ensemble du territoire avec le bureau de la protection animale.**

**Il convient de préciser que la Ville d'Aix-en-Provence capture et stérilise environ huit cent chats errants par an en moyenne et qu'elle intervient sur plus de 145 sites sur la commune.**

Par son action, cette association apporte également des informations et conseils aux propriétaires d'animaux, sensibilise le public à leur stérilisation et développe les relations entre les personnes handicapées et les animaux, ainsi que des actions de médiation envers les usagers du service, en partenariat avec la protection animale.

Toutefois, l'année 2021 a encore été fortement impactée par la crise sanitaire de la COVID-19, car de nombreuses personnes en charge du nourrissage des chats dits "libres" ont

télétravaillé pour certains, ou ont abandonné le nourrissage pour d'autres, car cette mission repose sur une chaîne de solidarité entièrement bénévole.

De facto, l'association de défense des chats libres d'Aix, a été très sollicitée et prend encore en charge cette année, **le nourrissage de plus de cent chats par jour et ce sept jours sur sept ainsi que les soins vétérinaires, sur des sites importants du territoire aixois comme le Parc Club du golf aux Milles, la zone industrielle des Milles, le CREPS, le boulevard du Roi René, la faculté de Droit, avenue Winston Churchill pour ne citer que quelques exemples.**

Mais ces actions ont un coût, et le montant des cotisations des membres et adhérents s'avère être insuffisant.

Sachant que ces attributions ont été validées en comité technique du service des relations aux associations le 28 février 2022,

Je vous propose, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** à l'Association de défense et protection des chats libres, une subvention annuelle forfaitaire de 15 000,00 € ;
- **DIRE** que le montant total de ces dépenses, soit 15 000,00 € sera prélevé sur la ligne *12-6574-921 subventions aux associations*, qui dispose des crédits suffisants pour les couvrir.

DL.2022-105 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2022 A L'ASSOCIATION DE DEFENSE ET PROTECTION DES CHATS LIBRES D'AIX-EN-PROVENCE-

|                         |      |
|-------------------------|------|
| Présents et représentés | : 48 |
| Présents                | : 41 |
| Abstentions             | : 0  |
| Non participation       | : 0  |
| Suffrages Exprimés      | : 48 |
| Pour                    | : 48 |
| Contre                  | : 0  |

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

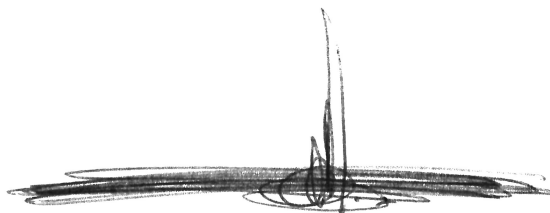
NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité  
le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint ou le conseiller municipal délégué,  
Madame Amandine JANER



Compte-rendu de la délibération affiché le : 12/04/2022  
(articles L2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)

1

---

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»